



**PRÉFET  
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 rue Léo Lagrange  
63033 Clermont-Ferrand Cedex 1

Clermont-Ferrand, le 17/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AUBERT & DUVAL ALLIAGES**

Aciérie des Ancizes  
BP 1  
63770 Les Ancizes-Comps

Références : 20250717-RAP-63-0708-Inspection\_Aubert&Duval  
Code AIOT : 0005600289

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2025 dans l'établissement AUBERT & DUVAL ALLIAGES implanté Aciérie des Ancizes BP 1 63770 Les Ancizes-Comps. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite avait pour objet de contrôler l'installation relevant de la rubrique 2921 : les tours aéroréfrigérantes, la prévention du risque de légionelles et l'utilisation de biocides.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AUBERT & DUVAL ALLIAGES
- Aciérie des Ancizes BP 1 63770 Les Ancizes-Comps
- Code AIOT : 0005600289
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Depuis plus de cent ans l'usine AUBERT & DUVAL des Ancizes élabore et transforme des aciers alliés, des alliages et des super alliages à hautes caractéristiques, destinés en particulier aux industries de pointes mettant en œuvre des technologies avancées. Les principales activités potentiellement polluantes du site sont :

- le stockage de matières premières et déchets,
- l'élaboration d'aciers et de super-alliages,
- le traitement à chaud par forgeage, par laminage, par trempe (avec utilisation d'huiles),
- les opérations de décapage, usinage, finition et maintenance.

Sur le site, jusqu'en 2021, un technicien était chargé du suivi des TAR (prélèvement, contrats avec les deux traiteurs d'eau NALCO et KURITA...) mais pas du suivi réglementaire dont les AMR. Ce poste a été supprimé lors de la réorganisation interne en 2021 suite à un plan social.

En 2023, la gestion du traitement de l'eau a été confiée à KURITA et les missions ont été réparties entre les responsables HSE et la maintenance avec un référent TAR.

Depuis 2024, un nouveau contrat a été passé avec un unique traiteur d'eau la société KURITA pour gérer les TAR, pour 3 ans, laquelle intervient sur le site une fois par semaine. La répartition des missions est effective entre le service HSE qui suit les aspects réglementaires et le service maintenance qui suit les arrêts et l'entretien annuels. Entre les 2 périodes, du retard a été pris notamment sur les AMR et la formation du personnel.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Biocides
- Légionelles / prévention légionellose

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Entretien préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b	Demande d'action corrective	3 mois
6	Surveillance et suivi de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2	Demande d'action corrective	3 mois
8	Surveillance et suivi de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 28.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Installation sur site	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suites*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Entretien préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Surveillance et suivi de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b	Sans objet
5	Surveillance et suivi de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.c et 26.II.1.a	Sans objet
7	Surveillance et suivi de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3	Sans objet
9	Bilan annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.V	Sans objet
10	Biocides	Arrêté Ministériel du 18/12/2006, article 36 du règlement (UE) n°1907/2006	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est en train d'améliorer le suivi et la gestion des TAR pour mieux appréhender le risque légionelles et respecter les attendus de l'AMPG du 14/12/2013.

Toutefois, l'inspection a relevé cinq non-conformités aux dispositions de l'AMPG du 14/12/2013 concernant l'analyse méthodique de risques, le plan d'entretien, le carnet de suivi, l'analyse annuelle de l'eau d'appoint et le point de prélèvement en vue de l'analyse des légionelles.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Analyse méthodique des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyse méthodique des risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques.</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;</li> <li>- les points critiques liés à la conception de l'installation ;</li> <li>- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;</li> <li>- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article.</li> </ul> <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du</p>

passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

#### **Constats :**

Le site possède 20 TAR et 19 circuits pour une puissance totale de 44 650 kW permettant le refroidissement de plusieurs équipements dont de nombreux fours de coulées, de trempe et des presses. Par rapport au bilan annuel 2024, les modifications suivantes sont intervenues et font l'objet d'un porter à connaissance qui a été transmis à l'inspection :

- suppression en cours de la TAR presse 4500 T (installation d'un système adiabatique),
- suppression de la TAR four IV05,
- ajout d'une nouvelle TAR H24.

Les AMR ont été mises à jour en 2024 par la société PR'EAU CONSULT. Cependant, elles n'avaient pas été actualisées depuis 2014. Les AMR ont été transmises à l'inspection pour 5 TAR : AOD (11 860 kW) , BE4 (761 kW) , H7 (1 500 kW) , H9 (815 kW) , IV30 (4 600 kW), ce qui représente 19 276 kW sur les 44 650 kW. Les AMR des 15 autres TAR n'ont pas pu être fournies par l'exploitant car elles ont été réalisées au cours du mois de juin 2025 et les rapports n'ont pas encore été communiqués à l'exploitant.

Plusieurs non-conformités sont réitérées dans les AMR disponibles notamment :

- l'absence de schéma du système (cf. constat n°6 : carnet de suivi),
- les différentes procédures (cf. constat n°5 : procédures),
- l'absence de carnet de suivi formalisé ( cf. constat n°6 : carnet de suivi),
- l'absence des attestations de formation (produits chimiques, légionelles, cf. constat n°6 : carnet de suivi),
- les rapports d'analyses non conformes à l'APMG ( cf. constat n°7 : analyses légionelles),
- les points de prélèvements de l'eau d'appoint, des légionelles, des rejets ( cf. constat n° 11 : points de prélèvement).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant devra transmettre les AMR réalisées en juin 2025 et élaborer un plan d'actions global avec un calendrier reprenant les observations formulées en les priorisant au regard de leurs criticités vis-à-vis de la prévention du risque de légionelles.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : Entretien préventif

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan d'entretien
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni le plan d'entretien avec la liste des différentes actions réalisées sur le site soit par le personnel de l'exploitation, soit par son prestataire KURITA. La mise à jour a été effectuée le 13/02/2025 avant la date de réalisation des AMR fournies.  Ce plan d'entretien prévoit notamment chaque semaine : <ul style="list-style-type: none"><li>• une visite technique avec plusieurs vérifications (bon fonctionnement des équipements de purge, contrôle des stocks de réactifs etc...) par KURITA,</li><li>• une ronde de maintenance préventive (vérification des pompes...) par l'exploitant et un autre contrôle par la société ACTEMIUM le vendredi.</li></ul> Chaque mois, KURITA effectue : <ul style="list-style-type: none"><li>• des analyses physico-chimiques : pH, conductivité, TAC, TA, chlore libre,</li><li>• l'étalonnage des sondes TRASAR des TAR OAD, 2500T, BE4, BE5 et H7 et les SENSING MX des TAR ES (hors H7) et IV30,</li><li>• le prélèvement et l'analyses des légionelles du circuit (par le laboratoire ENIXUS en sous-traitance de KURITA), les analyses de rejet sont aussi réalisées par le même laboratoire de façon trimestrielle.</li></ul> Une fois par an, sont également réalisés : <ul style="list-style-type: none"><li>• le prélèvement et analyse de l'eau d'appoint (laboratoire ENIXUS en sous-traitance de KURITA),</li><li>• l'entretien de la panoplie SENSING MX par KURITA,</li><li>• le nettoyage mécanique et curatif par l'exploitant.</li></ul> Tous les 3 ans, le démontage total et le remontage des installations sont réalisés, cela équivaut à un nettoyage mécanique. Tous les 9 ans, les packings (pare-gouttelettes) sont changés.  Les actions sont tracées sous la forme de comptes-rendus par KURITA, d'une action sur le logiciel GMAO (lequel regroupe les opérations de maintenance du site) ou sur les serveurs de l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Entretien préventif

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fiche de stratégie de traitement
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.</p> <p>L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.</p> <p>En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.</p> <p>Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant est en cours de changement de stratégie de traitement depuis la reprise de la gestion de ses TAR par la société KURITA. La stratégie utilisée est une stratégie uniformisée sur toutes les installations avec un monitoring de suivi en ligne : le système S-Sensing MX8 qui permet de suivre à distance les paramètres (conductivité, quantité de biocide, potentiel redox, anti tartre/anti corrosion, pH). Un exemple de report des paramètres a été vu en salle.</p> <p>La stratégie est du type « At/Ac + Biocide oxydant + Biocide non oxydant en traitement choc » et les produits utilisés sont les mêmes que la stratégie précédente.</p> <p>Trois produits sont utilisés pour le traitement préventif de l'eau et l'exploitant a justifié la compatibilité de l'ensemble des molécules entre elles. Leurs rejets de décomposition et les concentrations auxquelles ils sont rejetés sont répertoriés. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• FERROFOS 8446M comme anti-tartre, anti-corrosion. La quantité injectée est de 50 ppm en circuit,</li><li>• FERROCID 4601 comme biocide oxydant. La quantité injectée est de 70 ppm dans l'eau d'appoint ajouté en continu,</li><li>• FERROCID 8583 qui est un biocide non oxydant composé d'isothiazolone utilisé en traitement choc à 100 ppm toutes les 4 semaines.</li></ul> <p>Les trois produits biocides ont été vus sur le site et leur stockage est sécurisé, sur rétention.</p>

<p>La stratégie est différente pour la TAR Ejecteur car le circuit est en contact direct avec le process (pH d'environ de 10, eau très chaude) : un seul produit de traitement, le biocide non oxydant FERROCID8583 est utilisé.</p> <p>Sur site, la stratégie de traitement est en train d'être appliquée sur toutes les TAR, deux n'ont pas encore été changées dont la tour H27 et RL13-25 qui ont été vues sur site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant doit prévoir d'indiquer sur la fiche stratégie de traitement les quantités de biocides et les fréquences d'utilisation de chaque produit. Les deux produits TURBODISPIN D80 et TURBANON M 106, utilisés lors des désinfections annuelles doivent être aussi intégrés. L'exploitant devra vérifier la cohérence de ces fiches avec les conclusions des AMR.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 4 : Surveillance et suivi de l'installation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de surveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures, tels que définis au I.1.3 des présentes consignes d'exploitation. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en Legionella pneumophila. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni le plan de surveillance mis à jour le 04/07/2025 détaillant la liste des différents indicateurs mesurés sur le site soit par le personnel de l'exploitant, soit par KURITA.</p> <p>Celui-ci prévoit notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• sur le circuit de la TAR : la mesure de la conductivité, du TH, de la concentration en FERROFOS 8446 M et en FEROCID 4601, les orthophosphates, le Fer total, l'ORP, la constante résistance condensateur,</li> <li>• sur l'eau d'appoint : le pH, la conductivité, le TAC et le Fer,</li> <li>• l'analyse des légionelles sur l'eau de la TAR et l'eau d'appoint.</li> </ul> <p>Le plan de surveillance précise les actions à réaliser en cas de dérive des indicateurs mesurés sur le circuit TAR : la conductivité, le TH, la concentration des 2 produits et les légionelles (dont celle de l'eau d'appoint)</p> <p>Pour les autres indicateurs, il est indiqué de contacter KURITA en cas de dérive. Toutefois, lors du dépassement observé sur la TAR RL13/25 en février 2025, le traiteur d'eau n'en a eu connaissance qu'a posteriori par manque d'interprétation des données relevées.</p>



<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit s'assurer de la bonne réalisation de son plan de surveillance à travers les données collectées et l'interprétation qui en est faite. L'objectif est bien de pouvoir anticiper des éventuelles dérives sur des paramètres afin de réagir rapidement et d'éviter la formation de légionelles dans les circuits.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Surveillance et suivi de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.c et 26.II.1.a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédures
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant : - procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ; - procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation,  Présence d'une procédure « Actions à mener si la concentration mesurée en Legionella pneumophila est supérieure ou égale à 100 000 UFC/l d'eau selon la norme NF T90-431 (avril 2006)
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni les procédures suivantes : la désinfection préventive (légionelles quantifiées mais inférieures à 1000 UFC/L), la gestion des TAR qui comprend les arrêts et redémarrages par ventilation, l'arrêt immédiat, les nettoyages préventifs, la mise à jour des AMR, les actions à mener en cas de dépassement des seuils de 1000 et 100000 UFC/L et de flore interférente. A noter que l'arrêt immédiat des TAR nécessite d'abord une baisse en température des fours pour des raisons de sécurité du process.  Les actions à mener sont conformes aux points 3.7II.1.a à f de l'AM du 14/12/2013.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Surveillance et suivi de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Carnet de suivi
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne : - les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ; - les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ; - les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant

ces périodes (intermittent ou continu) ;

- les périodes d'arrêts complet ou partiels ;
- le tableau des dérives constatées pour la concentration en *Legionella pneumophila*, permettant le suivi de la mise en oeuvre des actions correctives correspondantes ;
- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;
- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curatives (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement / conditions de mise en oeuvre) ;
- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ;
- les modifications apportées aux installations.

Sont annexés au carnet de suivi :

- le plan des installations comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ;
- l'analyse méthodique des risques et ses actualisations successives depuis le dernier contrôle ;
- les plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque de légionelles ;
- le plan de formation ;
- les rapports d'incident et de vérification ;
- les bilans annuels successifs depuis le dernier contrôle de l'inspection des installations classées ou d'un organisme agréé, tels que définis au point V, relatifs aux résultats des mesures et analyses ;
- les résultats des prélèvements et analyses effectuées pour le suivi des concentrations en *Legionella pneumophila* et des indicateurs jugés pertinents pour l'installation, tels que définis au point I.3 ci-dessus ;
- les résultats de la surveillance des rejets dans l'eau tels que définie à l'article 5.5.

### **Constats :**

L'exploitant possède un carnet de suivi dématérialisé. Les éléments sont recensés à travers une procédure de « Gestion du carnet de suivi » en date du 11/03/2025. En particulier, les opérations de suivi du traitement et les volumes d'eaux consommés figurent dans le compte-tendu du traiteur d'eau qui est en cours de construction (venue hebdomadaire). Les actions correctives n'apparaissent cependant pas. Les données sont disponibles sur les comptes-rendus de visites de KURITA, dans les AMR, sur le logiciel GMAO ou sur le réseau HSE.

Les formations TAR ont été réalisées en 2024 sur une journée pour les responsables techniques de zone. En 2025, les agents de maintenance (responsable intervention) vont aussi être formés.

Sur l'outil interne GMAO, l'exploitant dispose d'un plan de travail préventif de toutes les actions de maintenance, dont l'entretien annuel sur les TAR (la désinfection est faite en interne et le nettoyage est effectué par la société NOVALAIR). La réalisation effective des actions s'opère dedans aussi. En séance, certaines opérations annuelles ne sont pas tracées dans le récapitulatif extrait alors qu'elles apparaissent terminées. L'exploitant indique qu'il a pour objectif de regrouper toutes les actions relatives aux TAR sur l'onglet « refroidissement » pour mieux suivre les opérations de chaque TAR.

L'exploitant laisse toujours le refroidissement en service pour éviter la formation de dépôt dans les circuits.

De plus, l'exploitant réalise 2 visites techniques par semaine qui sont suivies dans GMAO dont une systématique avant les week-ends: il s'agit d'écouter le fonctionnement des installations pour

détecter les bruits anormaux.
Enfin, A&D a prévu d'établir les plans des installations qui ne figurent pas dans l'AMR en repartant des synoptiques de la supervision, en indiquant les points de prélèvements légionelles sur les circuits.
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les éléments du carnet de suivi peuvent être présents sur différents supports mais il convient de prévoir de s'assurer qu'ils sont facilement accessibles et interprétables pour détecter d'éventuelles dérives le plus en amont possible.</p> <p>L'exploitant doit ajouter les éléments suivants au carnet de suivi :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le plan de formation et les attestations de formation,</li> <li>• les périodes d'arrêt complets ou partiels,</li> <li>• l'AMR et les plans d'entretien de l'exploitant et du traiteur d'eau,</li> <li>• le plan des différents circuits des TAR précisant les points de prélèvement (eau d'appoint, eau du circuit, eau de rejets),</li> <li>• les actions réalisées sur l'installation, les vérifications et interventions sur les dévésiculeurs,</li> <li>• le suivi des incidents.</li> </ul> <p>Les comptes-rendus du traiteur d'eau devront être consolidés pour bien faire apparaître les volumes d'eaux et actions curatives.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Surveillance et suivi de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyses des légionelles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila ont été transmis à l'inspection des installations classées en respectant la périodicité et la saisie des résultats sous GIDAF.</p> <p>Récemment, au mois de février 2025 un dépassement a été observé (&lt;100 000 UFC/L) au niveau de la TAR RL13/RL25 suite à un dysfonctionnement de la pompe d'injection du biocide. Le protocole de désinfection a été mis en place par l'exploitant et une nouvelle analyse a été réalisée par la suite. Aucun dépassement n'a été observé ensuite pour cette tour en mars.</p>

Pour les mois de janvier et décembre, un résultat ininterprétable en raison de flore et 2 résultats compris entre 1000 et 100 000 UFC/L sur la même TAR (4500T) aux mois d'avril et de juin ont été observés, les dépassements ne sont pas liés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Surveillance et suivi de l'installation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 28.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Analyses annuelles de l'eau d'appoint

**Prescription contrôlée :**

L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants :

- Legionella pneumophila seuil de quantification de la technique normalisée utilisée.
- Matières en suspension 10 mg/l.

La qualité de l'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance au minimum annuelle.

En cas de dérive d'au moins l'un de ces indicateurs, des actions correctives sont mises en place, et une nouvelle analyse en confirme l'efficacité, dans un délai d'un mois. L'année qui suit, la mesure de ces deux paramètres est réalisée deux fois, dont une pendant la période estivale.

**Constats :**

La qualité de l'eau d'appoint n'est pas surveillée sur toutes les TAR en raison de l'absence de point de prélèvement sur l'arrivée AEP dans les circuits. L'inspection a notamment vu l'armoire de la TAR H27 qui est en cours de raccordement selon le système S-Sensing MX8. Actuellement, aucun point de prélèvement d'eau d'appoint n'est présent.

L'exploitant indique qu'à part sur la TAR IV30 où un piquage existe sur une canalisation AEP, les autres prélèvements existants de l'eau d'appoint s'effectuent sur un tuyau, raccordé via une tête de chat à la canalisation AEP (comme vu sur les TAR RL13/25).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit revoir les modalités de prélèvement de la qualité de l'eau d'appoint de chaque circuit afin de se prémunir d'une éventuelle source de contamination externe et effectuer le contrôle annuel.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 9 : Bilan annuel

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.V

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bilan Annuel

**Prescription contrôlée :**

Les résultats des analyses de suivi de la concentration en Legionella pneumophila, les périodes

<p>d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés.</p> <p>Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en <i>Legionella pneumophila</i>, consécutifs ou non consécutifs ;</li> <li>- les actions correctives prises ou envisagées ;</li> <li>- l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre, par des indicateurs pertinents.</li> </ul> <p>Le bilan de l'année N - 1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le bilan annuel des concentrations en <i>Legionella pneumophila</i> a été transmis à l'inspection des installations classées pour l'année 2024.</p> <p>Ont été observés au cours de l'année 2024 : 1 résultat ininterprétable en raison de flore et 2 résultats compris entre 1000 et 100 000 UFC/L.</p> <p>Les actions curative et corrective réalisées lors des dépassements ont été décrites dans le bilan. Les périodes d'arrêt notamment l'arrêt annuel de production en août 2024 et celles de certains équipements au cours de l'année sont bien recensées.</p> <p>L'historique de la consommation d'eau a été fourni par l'exploitant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 10 : Biocides

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/12/2006, article 36 du règlement (UE) n°1907/2006</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, FDS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose de la fiche de données de sécurité (FDS) de chacun des produits biocides utilisés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni les FDS mises à jour des 5 produits biocides utilisés : FERROCID 8583 (06/12/2023), FERROCID 4601 (13/01/2023), FERROFOS 8446 (07/12/2022), TURBANION M 106 (06/12/2022), TURBODISPIN D80 (29/03/2023).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Installation sur site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Point de prélèvement en vue de l'analyse des légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le prélèvement est réalisé [...]sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le process à refroidir, ce point est situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans un flux d'air.  Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'inspection a constaté que le repérage du point de prélèvement sur le circuit des TAR n'était pas systématique (vu sur la TAR H27 mais absent sur la TAR H20). Souvent, comme les boucles sont petites, ce point est le même que celui pour les rejets, ce qui implique de vérifier d'être en mode purge pour contrôler la qualité de ces derniers.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit prévoir d'afficher les plans des différents circuits TAR sur chaque armoire et de repérer tous les points de prélèvements (eau d'appoint, eau du circuit, eau de rejets).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois